



**CCI FRANCE  
MADAGASCAR**

# L'ÉCO

## de la semaine

---

09 au 15 Mars 2024

# SOMMAIRE

Petites entreprises : Un investissement pour financer l'entrepreneuriat .....	2
Secteur minier : Des perspectives de coopération avec le Zimbabwe .....	2
Ambanja : Ouverture du premier marché contrôlé de cacao .....	3
Air France : Renforcement de sa liaison Tanà-Paris pour l'été 2024 .....	3
Biodiversité : Un atout économique de taille .....	3
Transport aérien : Les taxes aéroportuaires augmentent.....	4
ZEP de Manantely : Une prévision de production de 5 millions d'alevins par an .....	4
Entrepreneurship world cup 2024 : Madagascar représenté par Moli Company .....	5
Secteur minier: des perspectives de coopération avec le Zimbabwe .....	5
Changement climatique : Le projet Défis+ soutient les petits exploitants agricoles .....	5
Tourisme : Une tendance prometteuse pour les deux premiers mois .....	6
Transport aérien : l'Aéroport international d'Antananarivo primé par l'ACI World.....	6
Plus de 22.000 touristes arrivés à Madagascar sur les deux premiers mois de 202 .....	6
Infrastructures : La Team Europe réfléchit aux opportunités offertes par le port de Toliara .....	7
Coopération : Soutien américain à la réforme douanière .....	7
FEPA 16è édition : Des efforts pour satisfaire la demande .....	8
Banque mondiale : Coopération renforcée dans les énergies renouvelables.....	8
Restauration de forêts : 200 plants de litchis mis en terre .....	9
35e édition du salon BIOFACH : 25 promesses de ventes par entreprise .....	9
Destination Madagascar : Promotion du tourisme malgache dans la région orientale.....	10
TBF : Septième édition du «Tsenaben' ny fizahantany» .....	10
Investir dans l'énergie : La conférence AOW 2024 du 7 au 11 octobre à Cape Town.....	11
Région Amoron'i Mania : Promotion de l'élevage à cycle court.....	11
Inflation: une hausse de 7,1% au début de l'année.....	12
Secteur vanille: 46 milliards ariary dans la caisse du CNV.....	12
Industries : La Siranala victime de pillage .....	12
Transport aérien : Deux ATR 72-500 pour Madagascar Airlines .....	13
Gisements : Des blocs pétroliers abandonnés .....	13
Ilyna Halilou - General Partner at the MBA Fund: "L'économie malagasy est assez oligopole" .....	13
Boisson gazeuse alcoolisée: Star lance « Racines » .....	14

# Petites entreprises : Un investissement pour financer l'entrepreneuriat

ITAMARA RANDRIAMAMOJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 09 MARS 2024

L'accès aux financements demeure problématique pour les opérateurs locaux. En effet, ce ne sont pas les micro-entreprises, ni même les entrepreneurs qui manquent mais ce sont les offres de crédit et l'accès à celles-ci qui posent problème. Desormais, une nouvelle garantie vient d'entrer en ligne de compte. L'Agence française de développement, à travers sa filiale «Proparco», a signé hier au Louvre Antaninarenina une garantie de portefeuille d'un montant de près de dix milliards d'ariary (deux millions d'euros) avec Baobab Banque Madagascar. Cette opération est décrite comme étant une solution dans la démarche vers la facilitation de l'accès au crédit. Elle permettra également d'aller au plus profond du tissu entrepreneurial du pays en soutenant d'abord les très petites entreprises, celles qui nécessitent un fond de départ pour lancer et pérenniser leurs activités. «Ce partenariat avec Proparco renforcera notre capacité à étendre nos actions visant le développement durable et témoigne de notre volonté de promouvoir un

accès équitable aux services financiers pour les micro-entreprises fragiles et exposées aux risques», annonce Hugues Bonshe Makalebo, directeur général de Baobab Banque Madagascar lors de la signature de ce partenariat au Louvre hier. Il s'agit selon ses dires d'une inclusion financière d'une frange de la population n'ayant pas accès à ces services bancaires. L'acquisition de cette garantie de portefeuille permettra ainsi à la banque d'accroître le volume de ses financements, comme l'a souligné Steven Gardon, directeur régional pour l'Afrique australe et l'océan Indien de Proparco. «Cela va également accroître le soutien de la banque envers les micro-entrepreneurs, formant une bonne partie du tissu économique malgache. Ce projet s'inscrit pleinement dans les priorités de la stratégie quinquennale de Proparco, contribuant ainsi à la réduction des inégalités et investissant dans une économie durable et résiliente», a-t-il confié.

# Secteur minier : Des perspectives de coopération avec le Zimbabwe

ITAMARA RANDRIAMAMOJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 09 MARS 2024

**Les prix de l'or chez les collecteurs à la base sont élevés et équivalent même à ceux du marché international, une situation qui pénalise les exportateurs agréments qui payent des taxes au plus grand profit des exportateurs illicites.**

Des problèmes inattendus. « Les prix de l'or à la base sont nettement plus élevés que le prix auquel il se vend sur le marché international. Cela est dû aux opérateurs illicites qui font également la collecte auprès des orpailleurs », constate un opérateur minier de la Gold Trading Company, l'une des six entreprises à avoir reçu leur agrément de comptoir pour exporter de l'or.



Hier, lui et les autres entreprises agréées ont rencontré le ministre des Mines dans son bureau à Ampandrianomby. L'objet des discussions portait sur la façon de faire face aux activités illicites liées à la collecte et à l'exportation de l'or, car c'est maintenant un fait avéré. Ce phénomène pénalise gravement le secteur aurifère qui est en pleine relance. Des personnes achètent ce produit de valeur à des prix plus chers, trop chers, auprès des orpailleurs. C'est la surenchère ! Actuellement, auprès des collecteurs, les prix de l'or peuvent atteindre les trois cent mille ariary, quasiment son prix sur le marché international. Pour illustrer ce ratio, hier, le gramme se vendait à 63,73 euros, soit 305 904 ariary, alors que sur ce marché, les produits sont déjà affinés et conformes aux normes du London

Bullion Market Association (LBMA).

## Engagements mutuels

Pour ceux qui se sont conformés aux normes légales et ont accepté de jouer franc jeu, cela les sanctionne. Les exportateurs opérant dans le cadre légal doivent encore s'acquitter de plusieurs taxes ainsi que des frais supplémentaires liés à l'exportation du métal jaune. « Si l'on n'arrive pas à régler ce souci de prix, les opérateurs formels ne pourront pas concurrencer les prix proposés par les collecteurs des exportateurs illicites », explique Olivier Herindrainy Rakotomalala, ministre des Mines. Les descentes auprès des exploitations aurifères vont se multiplier. « Dans un premier temps, nous allons effectuer une descente sur le terrain pour assainir les lieux d'extraction, vu qu'il y a des collecteurs qui vendent leurs produits à des gens qui ne sont même pas sur le site alors que ces personnes sont des exportateurs illicites. Ils ne paient pas les différentes taxes requises », souligne-t-il. Cela aura pour but de canaliser les flux illicites dans le circuit formel. Il va sans dire que cet engagement de l'État, à travers les départements ministériels concernés, sera également accompagné par un engagement de la part des opérateurs formels. Selon les directives données par le président de la République, les exportateurs d'or devront pouvoir exporter au moins 15% du poids total pour lequel ils se sont engagés en deux mois et rapatrier les devises, sous peine de perdre leur agrément. Faut-il rappeler que l'État se fixe un délai de cent jours pour exporter cinq cents kilos d'or. D'après ces opérateurs, plusieurs régions sont riches en or. Il s'agit de districts aurifères comme Betsiaka au Nord, Maevatanàna à l'Ouest, Mananjary et la zone de Miandrivazo, Dabolava, etc. « Si les exploitations aurifères dans ces zones-là sont effectuées légalement, il n'y aura pas de problèmes pour atteindre cette quantité en moins de deux mois », assure Olivier Rakotomalala. Pour Betsiaka, par exemple, les estimations montrent une capacité de production de trois cents kilos d'or par mois. « Il faudrait juste un cadre propice et légal aux activités », estime un opérateur aurifère travaillant dans cette région.

## Ambanja : Ouverture du premier marché contrôlé de cacao

ITAMARA RANDRIAMAMOJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 09 MARS 2024

**Le commerce local de cacao bénéficie désormais d'une meilleure supervision avec l'ouverture des premiers marchés contrôlés dans les zones de production.**

Un pas de plus vers l'optimisation des ressources issues des produits phares des régions. À la suite de plusieurs réunions entre le Conseil National du Cacao (CNC), les techniciens du ministère du Commerce ainsi que les instituts agronomiques comme le FOFIFA, le tout premier marché contrôlé de cacao a vu le jour à Ambanja mercredi. Il s'agit d'une initiative novatrice pour la région du Sambirano, principale zone de production de cacao. Les inaugurations se poursuivront tout au long de ce mois de mars dans les dix-neuf communes de ce district. « Ce marché contrôlé est conçu comme un lieu d'échanges ouvert toute l'année, géré par les autorités locales. Ce sont les maires et les chefs fokontany qui sont chargés de déterminer les jours et les lieux de marché dans chaque commune », explique la direction générale du Commerce de la région Diana. Pour les responsables locaux, cette initiative est une opportunité pour les producteurs et collecteurs de ces fruits aux fèves d'or. Pendant des années, le commerce de ce produit s'effectuait de manière presque anarchique, sans aucune structure formelle. Par ailleurs, l'État ne fixera pas les prix, laissant cette responsabilité aux producteurs et aux collecteurs le jour du marché. « L'horaire

de fonctionnement de chaque marché est de 7 h 30 à 18 h, mais les transactions se terminent à 17 h. Chaque produit doit être accompagné d'une quittance et d'un laissez-passer, dans des emballages numérotés correspondant au poids de la quantité de produits par emballage », précise-t-on.

### Réputation

Au-delà du suivi de la qualité des produits, l'objectif principal de ce projet est de maintenir la réputation déjà bonne du cacao de Madagascar, tout en luttant contre toute forme d'irrégularités dans cette filière. La professionnalisation et la formalisation des activités au sein de la filière cacao figurent parmi les priorités des autorités du Commerce. Ainsi, seuls les collecteurs et sous-collecteurs disposant de la Carte d'Identité Professionnelle (CIP) délivrée par les techniciens de la direction générale de l'Industrialisation et du commerce ont le droit d'acheter du cacao (fèves fraîches, fèves sèches) sur les marchés contrôlés. « Les personnes non enregistrées auprès des centres fiscaux devront régulariser leur situation de paiement, moyennant le paiement d'une somme de cent mille ariary afin d'obtenir une patente et d'autres documents relatifs au marché », précise-t-on. Après Ambanja, la mise en place et l'opérationnalisation de tous les marchés se poursuivront dans les districts d'Ambilobe et de Nosy Be. Au total, sept marchés y seront inaugurés en avril.

## Air France : Renforcement de sa liaison Tanà-Paris pour l'été 2024

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 09 MARS 2024

Un engagement continu à offrir des liaisons aériennes de qualité entre Madagascar et la France. C'est dans cette optique qu'Air France a annoncé une augmentation significative de son offre entre Antananarivo et Paris Charles de Gaulle pour la saison estivale 2024. La compagnie a dévoilé un programme de vols renforcé, visant à répondre à la demande croissante des voyageurs entre les deux destinations. À partir du 8 avril jusqu'au 2 juin, Air France opérera cinq vols par semaine, avec une augmentation à

six vols hebdomadaires, prévue pour les mois de juin et septembre. Les vols seront effectués en Boeing 777. De plus, à partir du 1er juillet jusqu'au 31 août, la fréquence des vols sera encore accrue avec sept vols par semaine, cette fois-ci exploités en Airbus A350-900. Cette initiative permettra aux passagers en provenance de Madagascar de bénéficier d'un accès amélioré à Paris et à plus de 200 destinations à travers le monde, grâce à la vaste flotte de plus de 240 appareils d'Air France.

## Biodiversité : Un atout économique de taille

ITAMARA RANDRIAMAMOJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 MARS 2024

**La contribution des Aires protégées à l'économie nationale n'est pas à négliger. Le potentiel est tout simplement énorme et contribue au développement de plusieurs secteurs prioritaires.**

Une importance économique souvent méconnue. Selon des études menées par un groupe de chercheurs pour la Fondation des Aires protégées et de la biodiversité à Madagascar (FAPBM), le poids économique de la biodiversité se chiffre à environ cinq cents millions de dollars par an, soit 67 à 87 dollars par hectare chaque année. Il s'agit ici de la contribution des Aires protégées terrestres. Ces chiffres sont compilés dans une étude d'une centaine de pages, réalisée par des experts environnementaux, intitulée «La contribution économique des Aires protégées de Madagascar : une revue de l'existant», retraçant les retombées des Aires protégées à l'échelle nationale et locale. Depuis 2016 en effet, la Grande Île s'est conformée



aux normes internationales en augmentant de cinq fois la superficie de ses Aires protégées, terrestres et aquatiques. Ainsi, celles-ci sont passées de 221 045 hectares en 2016 à 1,38 million d'hectares en 2020, soit 12 % de sa superficie

totale. Avec cette nouvelle politique de gestion de ses Aires protégées, le pays se conforme à une tendance mondiale, permettant d'évaluer et de cerner le poids économique de la possession de tels espaces.

### Contribution

Pris dans leur ensemble, ces chiffres sont déjà significatifs. Mais en prenant le temps de se pencher sur l'impact de telles politiques à l'échelle locale, les retombées de la protection d'espaces terrestres et maritimes sont tout simplement considérables. Cette contribution est également palpable dans les secteurs clés du développement. Pour le secteur touristique par exemple, la contribution des Aires protégées est évidente. D'après une étude menée sur cette branche du développement, 68% des touristes interrogés sur la raison de leur venue dans la Grande Île ont confié vouloir visiter un ou plusieurs parcs nationaux pendant leur séjour. La contribution des Aires protégées dans le secteur

touristique peut être estimée entre 42 et 173 millions de dollars. En supposant qu'il y ait 68% des trois cent mille et quelques touristes qui viennent annuellement. Sans parler des emplois directs. Une étude, datant de 2021, démontre par exemple que Madagascar National Parks a employé sept cent vingt-trois personnes en 2020. À cela s'ajoutent cent cinquante emplois directs générés par la présence de parcs nationaux, avec des dizaines, voire des centaines d'autres emplois directs ou indirects. En outre, d'autres secteurs comme l'énergie, l'écotourisme, la recherche scientifique profitent des retombées générées par les films documentaires réalisés sur cette biodiversité. Selon des experts dans la gestion des parcs nationaux, «la mise en place des espaces protégés capitalise en effet les ressources naturelles du pays. Cela rationalise également la façon dont elles sont gérées».

## Transport aérien : Les taxes aéroportuaires augmentent

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 MARS 2024

De nouvelles augmentations de taxes figurent désormais sur les billets d'avion. En effet, la compagnie Madagascar Airlines indique que depuis le 6 mars, les taxes aéroportuaires MG connaissent une hausse. D'après ce que cette société de transport aérien indique sur son site Web, ce nouvel ajustement s'applique aux différents réseaux, domestiques, régionaux et long-courriers au départ des aéroports de Madagascar. Ainsi, pour le réseau intérieur, cette taxe MG varie entre 6 900 ariary et 32 000 ariary, en fonction des aéroports de départ. Tandis que pour le réseau long-courrier, ces taxes oscillent entre 22 et 25 dollars, toujours selon le point de départ. Il s'agit ici d'une révision appliquée au départ des huit aéroports internationaux de la Grande Île. La compagnie indique toutefois que tous les montants moins perçus sur MG des billets émis avant cette date ne seront pas ajustés. D'autres composants des billets d'avion, à savoir les taxes de redevances de sûreté aéronautique

(RSA A5) connaissent également une hausse et ce, depuis février. Quoi qu'il en soit, le fait est que la destination Madagascar est l'une des plus chères du monde. Un constat partagé par les touristes venant de l'étranger ainsi que plusieurs professionnels du secteur touristique. Cette surtaxe renchérit les billets d'avion. Déjà que la compagnie ait expliqué le fait que les taxes constituent 60% des prix des billets, tandis que les 40 autres pour cent sont affectés aux charges financières pour l'achat de carburant, l'acquisition et l'entretien des aéronefs, le catering, le marketing et la publicité, avant de déduire la marge commerciale. Parmi ces taxations, figure également la surcharge carburant ou taxe YQ, associée aux dépenses de sécurité et aux primes d'assurance, tributaires de la fluctuation du prix du pétrole. Plus les taxes sur la valeur ajoutée (TVA) et d'autres taxes afférentes aux frais de gestion et/ou de coûts liés aux réservations.

## ZEP de Manantely : Une prévision de production de 5 millions d'alevins par an

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 11 MARS 2024

La pose de première pierre de la Zone d'Émergence Piscicole (ZEP) de Manantely dans la commune rurale de Soanierana, district de Taolagnaro dans la région Anôsy, a été effectuée tout récemment. Manantely a été choisie pour la mise en place de cette infrastructure suite au partenariat entre le ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue par le biais du projet AFASI Sud et de l'Église luthérienne malgache. En effet, il s'agit d'un site servant de lieu de pique-nique et d'accueil des apprenants sous tutelle de cette Église qui travaille en étroite collaboration avec des missionnaires américaines. Cette Zone d'Émergence Piscicole comprendra ainsi un laboratoire et des éclosiers, des bassins d'alevinage et des bassins de pré-grossissement et de grossissement. On y trouve également des magasins de stockage et de chambre froide sans oublier une salle de réunion. La ZEP de Manantely prévoit de produire 5 millions d'alevins chaque année qui vont permettre de contribuer



à la lutte contre l'insécurité alimentaire et le chômage. Il faut savoir que ce sera la 3e Zone d'Émergence Piscicole à mettre en place dans la partie Sud de la Grande île.

# Entrepreneurship world cup 2024 : Madagascar représenté par Moli Company

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 MARS 2024

En route pour Riyad. Moli company représentera la Grande île à la Coupe du Monde de l'Entrepreneuriat (Entrepreneurship World Cup 2024), qui sera organisée dans la capitale de l'Arabie saoudite en novembre prochain. Il s'agit d'un des concours de pitch de start-ups les plus importants et les plus diversifiés de ce genre. À la clé, plus d'un million de dollars de prix et d'opportunités d'investissement, répartis en plusieurs catégories, en fonction des attributions des différents participants. Quoi qu'il en soit, cette start-up malgache œuvrant dans la collecte et la transformation de café s'est démarquée

du lot au cours d'une compétition organisée au siège de la Banque mondiale à Anosy, vendredi dernier. C'est au cours de différentes épreuves impliquant seize start-ups sélectionnées avec soin que Moli company a été choisie. Cette entreprise, fondée récemment, conquiert rapidement le marché du café, grâce à son «Royal café zanatany», qui est apprécié pour son goût fruité et chocolaté. Pour le projet de Pôles intégrés de croissance, l'EWC est une compétition offrant aux talents locaux « une opportunité de propulser leurs idées novatrices et leurs start-ups prometteuses sur la scène mondiale ».

## Secteur minier: des perspectives de coopération avec le Zimbabwe

ARH. | LES NOUVELLES | 11 MARS 2024

Dans un effort visant à renforcer les liens bilatéraux dans le secteur minier, le nouvel Ambassadeur du Zimbabwe à Madagascar, David Douglas Hamadziripi, a effectué une visite de courtoisie auprès du ministre des Mines, Olivier Herindrainy Rakotomalala, à Ampandrianomby, le 8 mars dernier. Au cours de cette rencontre, l'ambassadeur a souligné l'importance des ressources minières du Zimbabwe et l'opportunité de développer les relations dans ce domaine, compte tenu de l'histoire minière bien établie du pays. Le diplomate a exprimé son intérêt pour le partage des politiques et stratégies de gouvernance des ressources minérales entre les deux nations. Le ministre des Mines a fait part des discussions entre les deux parties

appuyant notamment sur les politiques et les stratégies de gouvernance des ressources minérales respectives. Un sujet d'intérêt particulier a été le projet présidentiel concernant la mise en place d'une raffinerie nationale aurifère, domaine sur lequel le Zimbabwe s'avère déjà un professionnel expérimenté. En outre, il a été noté que le Zimbabwe a mis en place une école des mines et de géologie en collaboration avec le gouvernement et la Chambre des Mines. À l'issue de cette réunion inaugurale, les deux parties ont exprimé leur désir d'explorer les opportunités de coopération en vue de maximiser les avantages des richesses minières pour les deux pays et leur population respective.

## Changement climatique : Le projet Défis+ soutient les petits exploitants agricoles

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 MARS 2024

**Une production aléatoire destinée à la consommation locale, mais aussi des exploitations agricoles en proie aux ravages du changement climatique.**

Voilà ce que vivent les exploitants agricoles locaux en raison des effets ravageurs des catastrophes naturelles. Les années 1940 où la Grande île pouvait vivre en autarcie, en dépit du facteur immuable des aléas climatiques, sont bien loin.



Actuellement, la résilience des petites exploitations agricoles revient au cœur des enjeux et les fonds destinés

à celles-ci commencent à se débloquer. C'est le cas du financement obtenu par le programme de Développement des filières agricoles (DEFIS +) du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Ce département annonce l'acquisition d'une enveloppe de plus de cinquante-trois millions de dollars de la part du Fonds vert pour le climat (FVC). Selon le Minae, ce financement, approuvé par le conseil d'administration du Fonds vert pour le climat (FVC), « vise à accroître la résilience des petits exploitants agricoles face aux défis climatiques croissants, tout en favorisant le développement économique et la sécurité alimentaire dans les régions ciblées ». Il s'agit de fonds qui ont été attendus de pied ferme par les initiateurs du programme.

### Vulnérables

Un projet sur lequel reposent plus de quatre cent mille bénéficiaires directs, mais aussi près de trois millions cinq cent mille personnes qui en bénéficient indirectement. Des financements indispensables pour permettre aux agriculteurs de se relever après des cataclysmes touchant les régions vulnérables, mais aussi pour créer des systèmes efficaces garantissant la pérennité des chaînes de valeurs agricoles. Le Kere et les cyclones ne datent pas d'hier. D'ailleurs, certains groupes de populations se sont adaptés

à leur manière sans pour autant dégager un surplus de production. Depuis quelques années, d'autres phénomènes liés au changement climatique se sont révélés, pénalisant des milliers, voire des millions de ménages. Il est difficile

d'oublier les affres de El Niño. Une terrible sécheresse a perturbé la saison des pluies en 2016 où il n'est tombé que 50 à 80 % des précipitations normales sur la Grande île.

## Tourisme : Une tendance prometteuse pour les deux premiers mois

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 MARS 2024

Les premiers chiffres de cette année montrent une cadence soutenue pour le nombre d'arrivées touristiques dans la Grande île. D'après le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, les deux premiers mois de 2024 ont vu débarquer vingt-deux mille touristes sur le territoire national, soit mille deux cent cinquante visiteurs internationaux en janvier et onze mille en février. Ces chiffres provisoires peuvent être consultés dans l'évolution provisoire du nombre de touristes en 2024, 2023 et 2019. Certes, il est difficile d'entreprendre une projection. En 2019, l'on a connu des arrivées touristiques assez importantes sur une même période ; pourtant, les acteurs du secteur touristique, le secteur privé comme le ministère de tutelle, sont optimistes. Dès le début de l'année, les promoteurs de la destination Madagascar sont à pied d'œuvre pour faire la publicité de la Grande île à l'étranger, lors de salons internationaux. C'était en janvier et en février, lors de salons à Milan ou encore à Berlin. De

leur côté, d'autres opérateurs se sont attelés à ajouter de nouveaux produits touristiques à leurs éventails. Des trails en Vélo Tout-Terrain ou encore des offres abordables pour visiter les différents sites touristiques lors de certaines occasions, ou encore la promotion du tourisme à l'échelle nationale. La panoplie est diverse. Les statistiques pour le tourisme national parlent d'elles-mêmes. Les parcs nationaux de la Grande île ont enregistré plus de soixante-trois mille visiteurs au cours de l'année précédente, contre un peu plus de cinquante-huit mille visiteurs en 2019. Le tourisme commence à décoller, après des décennies où il a souffert de problèmes d'image mais aussi de diversité de produits. Actuellement, l'on estime que le tourisme contribue à 13% du Produit Intérieur Brut du pays, avec comme principaux atouts sa biodiversité et son patrimoine culturel.

## Transport aérien : l'Aéroport international d'Antananarivo primé par l'ACI World

ARH. | LES NOUVELLES | 12 MARS 2024

A travers un communiqué publié hier, Ravinala Airport a annoncé que l'Aéroport international d'Antananarivo a remporté le prestigieux prix du « Best Airport under 2 Million Passengers in Africa » ou « Meilleur Aéroport de moins de 2 millions de passagers en Afrique » pour l'année 2023, décerné par l'Airport Council International (ACI) World. Cette distinction souligne l'engagement de toute la communauté aéroportuaire à offrir des services de qualité et à élever les standards d'hospitalité à Madagascar. En participant au programme ASQ (Airport Service Quality) de l'ACI World depuis 2022, Ravinala Airports mesure, suit et améliore sa performance au service des passagers. Ce programme, suivi par plus de 350 aéroports dans le monde, est le principal outil de mesure et d'analyse comparative

de l'expérience client aéroportuaire. Le Directeur général de Ravinala Airports, Julien Coffinier, déclare : « Cette reconnaissance mondiale montre notre engagement envers l'excellence opérationnelle de l'aéroport d'Antananarivo et souligne les efforts conjoints de Ravinala Airports et de la communauté aéroportuaire pour offrir une expérience exceptionnelle à nos passagers ». Ce prix stimule encore davantage l'équipe de Ravinala Airports dans sa quête de la satisfaction des passagers et de l'amélioration continue de l'aéroport international d'Antananarivo. L'entreprise et l'ensemble de la communauté aéroportuaire expriment leur gratitude envers les passagers pour leur participation aux enquêtes de satisfaction et pour leurs suggestions visant à rendre chaque expérience de voyage inoubliable.

## Plus de 22.000 touristes arrivés à Madagascar sur les deux premiers mois de 2024

| 24/24.MG | 12 MARS 2024

Le tourisme confirme de plus en plus son regain de santé. Durant les deux premiers mois de 2024, plus de 22.000 touristes sont arrivés à Madagascar. Ils étaient 11.250 en janvier et 11.083 en février selon les chiffres partagés par le ministère du Tourisme et de l'artisanat dans sa revue mensuelle diffusée au grand public. Bien que les chiffres restent bien en deçà des chiffres de 2019, ils sont déjà meilleurs que ceux de 2023. En 2019, Madagascar avait

attiré un peu plus de 25.000 touristes les deux premiers mois, ils étaient un peu moins de 20.000 en 2023. Si on suit les tendances annuelles, le nombre de touristes devrait croître au mois de mars. Si ils étaient au nombre de 12 442 au mois de mars 2019, ils étaient de 15 967 au mois de mars 2023. Les chiffres ne devraient pas trop s'en éloigner, devraient même augmenter, cette année.

# Infrastructures : La Team Europe réfléchit aux opportunités offertes par le port de Toliara

| 24/24.MG | 12 MARS 2024

Un potentiel à développer. Une délégation de la Team Europe s'est rendue à Toliara pour explorer la possibilité de développer du transport multimodal dans ce chef-lieu de la région Atsimo Andrefana. Cette délégation s'est notamment rendue au port de Toliara pour y voir les infrastructures portuaires et pour réfléchir aux possibles opportunités qu'elles offrent, d'après la cellule communication de l'Union Européenne (UE) qui rapporte ce déplacement. Cette visite a permis à la Team Europe de déduire que le port de Tuléar constitue un potentiel économique pour le pays. Et cette infrastructure portuaire ouvre les régions du Sud au commerce international, selon ses explications. Le transport multimodal peut d'ailleurs être développé à Toliara. Il s'agit de l'utilisation successive de deux modes de transport au minimum afin d'optimiser le transport des marchandises, explique l'UE. Cette équipe européenne a également profité de cette occasion pour constater l'impact économique et social de l'électrification rurale dans les villages électrifiés par l'entreprise Anka, dans le cadre des programmes d'électrification rurale pilotés par l'Agence de développement de l'électrification rurale (Ader) et le ministère de l'Energie et des hydrocarbures (MEH). Pour l'Union Européenne, l'électrification rurale est une opportunité à stimuler pour de nouveaux entrepreneurs. La



Team Europe se dit engagée à étendre l'accès à l'énergie dans plusieurs régions de Madagascar, à travers le projet Angovo. Il s'agit d'un projet porté par le Gouvernement malgache avec l'Équipe européenne aux bénéficiaires de 175 000 usagers, 135 localités, 3000 petites et moyennes entreprises et 400 services publics. Cette équipe qui s'est rendue à Toliara est composée de représentants de l'Union Européenne venus de Bruxelles, ceux de la Banque européenne d'investissement (BEI) de Luxembourg, la délégation de l'Union européenne à Madagascar, l'Agence française de développement (AFD), et la Coopération allemande, représentée par la GIZ et la KfW.

## Coopération : Soutien américain à la réforme douanière

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 MARS 2024

**Le gouvernement américain apporte son soutien financier à la réforme de l'administration douanière. Cela se fait par le biais d'un financement de 1,25 million de dollars destiné à mettre en place une administration moderne et fluide.**

Ce qui fait perdre des recettes à la douane, c'est son administration chronophage ainsi que de lourdes procédures aux frontières. Depuis quelques années, différentes réformes sont engagées par la Douane pour moderniser et ériger son administration.



Pour la première fois, du moins, depuis le début des changements entamés, le projet d'appui à la douane malgache est lancé. C'est le gouvernement américain, par le biais de son Agence pour le développement international qui finance le programme. La mise en œuvre de celui-ci incombera au Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud). Le soutien aux différentes réformes

entreprises par la Douane se traduit par une assistance vis-à-vis des outils et méthodes de travail pour arriver à des résultats palpables. C'était hier, à Ivato, à l'occasion du lancement du projet d'appui à la Douane malgache. L'achèvement du processus de réformes entamé par l'administration douanière permettra de garantir une intégration économique, dans un monde où le commerce est en perpétuelle croissance en flux et en volume. Claire Pierangelo, ambassadrice des États-Unis à Madagascar, affirme que cet accompagnement aura un impact positif sur l'économie nationale. « L'amélioration de la transparence et de l'efficacité des procédures douanières peut avoir des effets positifs en cascade sur l'économie malgache. Cela contribuera à instaurer la confiance nécessaire pour accroître les investissements des entreprises dans le pays », souligne-t-elle lors de son allocution à Ivato.

### Amélioration

Une vision partagée par Natasha Van Rijn, représentante résidente du Pnud à Madagascar. « Le Pnud est fier de contribuer à l'amélioration de l'accès commercial de Madagascar, dans un monde où le commerce et les échanges commerciaux sont des piliers essentiels pour atteindre le développement durable du pays ». Pour Ernest Lainkana Zafivanona, directeur général des Douanes, la nécessité d'entreprendre des réformes est plus que jamais nécessaire. « Le monde change et la Douane doit accompagner ce changement. Nous voulons une douane moderne, modernisée et surtout des opérations facilitées pour ses usagers », confirme-t-il. Quatre réformes seront soutenues par ce projet d'appui de l'USAID. Entre autres, il y a l'amélioration

des procédures aéroportuaires, matérialisée par une gestion efficace des passagers ainsi qu'un traitement fluidifié des marchandises. L'on parle aussi de l'intégration des services de livraison express ainsi que du commerce électronique. Il y a également la cartographie et la digitalisation des

services douaniers, pour éviter l'excédent de paperasse et gagner du temps. Les usagers seront également sensibilisés aux différentes normes en vigueur afin d'atténuer les allers retours inutiles.

## FEPA 16<sup>e</sup> édition : Des efforts pour satisfaire la demande

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 MARS 2024

En dépit de la production et de la valeur ajoutée grâce aux techniques d'élevage, il est à constater que l'offre ne suit pas encore la demande sur le marché des produits alimentaires issus de l'élevage. C'est là l'un des constats du MPE (Malagasy Professionnels de l'Élevage) qui dispense des formations en production animale depuis un peu moins de trente ans. « À l'issue de nos Foires de l'Élevage et de la Production Animale, les gens se ruent sur nos formations pour acquérir les bases ainsi que les techniques indispensables pour se lancer dans l'élevage. En général, la production augmente mais l'offre n'arrive toujours pas à satisfaire la demande », concède Miangaly Rajaonarivelo, l'une des responsables de l'organisation de la Foire de l'élevage, organisée par le MPE et le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Cette année, elle revient pour sa 16<sup>e</sup> édition du 25 au 28 avril à Nanisana. En plus des attractions habituelles exposées chaque année, une place particulière sera attribuée à l'élevage avec plus de cent trente exposants venus des quatre coins de la Grande île. Cette foire sera l'occasion de dresser un tableau des réalités du secteur de l'élevage qui, malgré ses ramifications diverses, rencontre néanmoins des problèmes, comme cela a été évoqué plus haut. « Notre but est de développer cette filière. Cette foire a aussi pour ambition de faire connaître les réalités de l'élevage à tous les acteurs, clients comme entrepreneurs, afin de mieux harmoniser ce domaine et trouver des solutions ensemble », expliquent les organisateurs lors d'une conférence de presse. « Tous les produits destinés à l'amélioration de cette



filière seront au rendez-vous. Il y aura une multitude de stands dédiés à l'alimentation et aux fournisseurs d'intrants pour les éleveurs », poursuivent-ils. Plus de vingt-deux mille visiteurs sont attendus lors de cette édition de la Fepa. Le lieu d'exposition est pensé et aménagé pour que le visiteur trouve tout ce dont il a besoin, ainsi que des bons plans avec des entreprises opérant dans la transformation alimentaire et les produits issus de l'élevage. Le soutien aux éleveurs, ou aux particuliers désirant faire le grand saut dans ce domaine d'activité, est également au rendez-vous. Des formateurs et opérateurs dans cette filière seront présents pour prodiguer des conseils qui feront la différence. À noter que l'initiative de la Fepa sera épaulée par le Minae. Le Fonds de l'Élevage apportera également son appui financier pour l'organisation de ce rendez-vous des professionnels de l'élevage.

## Banque mondiale : Coopération renforcée dans les énergies renouvelables

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 13 MARS 2024

La coopération entre l'État malgache et la Banque mondiale dans le domaine de l'énergie prend de l'ampleur, avec un accent particulier sur le développement des énergies renouvelables.



Lors d'une réunion qui s'est tenue hier à Ampandrianomby, le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste, a rencontré une délégation de la Banque mondiale

dirigée par Atou Seck, représentant résident de l'institution à Madagascar et en Afrique de l'Est et australe. Au cœur des discussions se trouvaient la mise en œuvre des grands projets liés aux énergies renouvelables. Les deux parties ont également examiné l'évaluation et l'avancement des projets en cours ainsi que ceux à venir. Une stratégie visant à améliorer les projets énergétiques, en particulier dans le domaine de l'hydroélectricité, est déjà en place, notamment pour des projets tels que Volobe Amont, DECIM (Projet de Connectivité Numérique et Énergétique pour l'Inclusion à Madagascar) et Mini-Grid pour les zones rurales. Les dirigeants et les partenaires de développement s'efforcent d'obtenir des résultats tangibles dans la mise en œuvre de ces initiatives. Le ministre Olivier Jean-Baptiste a souligné que le secteur de l'énergie est un pilier du développement et qu'il est indispensable à la réalisation d'autres grands projets. Cette collaboration renforcée entre l'État malgache et la Banque mondiale marque une avancée significative vers un avenir énergétique plus durable pour Madagascar.

# Restauration de forêts : 200 plants de litchis mis en terre par les femmes de Vision Madagascar à Moramanga

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 13 MARS 2024

**Ravagée par les feux en 2012, la forêt sur la parcelle 3R8 à Moramanga est toujours en cours de restauration. 120 hectares ont déjà été reboisés en 2014, mais le groupe ViMa (Vision Madagascar) poursuit ses actions pour relever les défis environnementaux.**

Un symbole de résilience et d'espoir. C'est ce que représente aujourd'hui la parcelle 3R8 à Moramanga, où la forêt continue de gagner du terrain, après un incendie dévastateur en 2012. En effet, ce site a été choisi pour une opération de nettoyage et de réaménagement des pare-feux, en honneur de la Journée internationale des femmes, l'année dernière. Pour ses promoteurs, cette initiative incarne l'engagement profond de la communauté et le rôle prépondérant que jouent les femmes dans la préservation de notre patrimoine naturel. Vendredi dernier, les femmes de Vision Madagascar ont renouvelé leur engagement envers une gestion durable de la forêt en plantant 200 jeunes plants de litchis. Cette action représente une détermination à promouvoir la biodiversité et à assurer un avenir vert et fruité pour les générations futures. D'après le groupe, cette initiative vise également à renforcer la résilience de la communauté face aux changements climatiques et aux menaces environnementales.

## **Lutte sans fin.**

Dans la bataille contre les feux de forêt et les exploitations illicites, l'initiative menée par ViMa se démarque par son approche inclusive et son engagement envers la durabilité environnementale. Au cœur de cette lutte, les femmes de 2Forêt s'imposent comme des actrices clés, brisant les stéréotypes de genre et prenant les rênes dans des domaines traditionnellement dominés par les hommes. À noter que la majorité des employés de 2Forêt sont des femmes, populations environnantes, des femmes dynamiques avec



la volonté d'assurer les métiers d'homme dans la forêt. Depuis 2014, ces acteurs mènent une série d'actions visant à restaurer et à protéger l'environnement. Le premier plant, baptisé « Persévérance » par Zouzar Bouka, fondateur et président d'honneur de Vision Madagascar, symbolise l'engagement indéfectible de la communauté face aux défis environnementaux. Cet acte de plantation ne représentait pas seulement un geste de restauration écologique, mais également un message d'espoir et de renouveau. Certes, l'implication des femmes de la région lors de cette journée de reboisement n'est pas un hasard. Elles représentent une force dynamique, déterminée à surmonter les barrières traditionnelles et à prendre part activement à la protection de leur environnement. Leur participation souligne l'importance de l'inclusivité dans les efforts de conservation et la nécessité de valoriser le rôle des femmes dans la gestion durable des ressources naturelles. Bref, la parcelle 3R8, transformée et revitalisée grâce à l'effort collectif de la communauté. Elle rappelle à chacun l'importance de la prévention des incendies, de la gestion responsable des terres et de l'engagement envers la reforestation comme moyen de combattre le changement climatique.

# 35e édition du salon BIOFACH : 25 promesses de ventes par entreprise participante enregistrée

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 13 MARS 2024

**Une délégation conduite par le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage Suzelin Ratohiarijaona a représenté Madagascar au salon international de l'alimentation biologique dénommé BIOFACH dans sa 35e édition et qui s'est tenu tout récemment à Nuremberg en Allemagne.**

La délégation est composée de neuf entreprises accompagnées par le ministère de tutelle et l'EDBM (Economic Development Board of Madagascar ainsi que le projet PIC (Pôle Intégré de Croissance) financé par la Banque mondiale, les projets PRADA (Projet Adaptation des chaînes de valeur agricoles au changement climatique) et CCPS (Competence Center for the Private Sector) financés par la coopération allemande GIZ. Ces entreprises participantes œuvrent notamment dans les domaines des filières bio pour ne citer que la vanille, les huiles essentielles, les épices tels que le piment, le gingembre et le curcuma ainsi que le cacao et les plantes médicinales. Elles sont membres du SYMABIO (Syndicat Malgache de l'Agriculture Biologique)

présidé par Heriniaina Ramboatiana. En outre, la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar a également pris part à ce salon mondial des produits bio qui a vu la participation de plus de 1 900 entreprises venant des quatre coins du monde.

## **Hausse de 12%.**

Il est à noter que cet événement de grande envergure internationale a été placé sous le thème de « Food for the Future: Women's impact on Sustainable Food Systems » dans le but de mettre en valeur la contribution de la gent féminine à la préservation de l'écosystème. L'objectif de la participation de Madagascar à ce salon BIOFACH consiste à continuer de promouvoir le secteur de l'agriculture biologique à travers la présentation des avancées réglementaires, tout en favorisant les échanges avec les partenaires techniques et commerciaux. Les participants prévoient également de renforcer la prospection de nouveaux marchés, bio et conventionnels, tout en attirant des investisseurs étrangers à venir à Madagascar. Cette mission économique et



commerciale a ainsi été un succès pour la Grande île. En effet, chaque entreprise malgache participante a enregistré en moyenne 25 promesses de ventes tout en établissant 34 contacts avec des partenaires étrangers. Cela pourrait représenter une hausse du chiffre d'affaires estimatif de l'ordre de 12%. C'est ce qu'on a appris lors de l'atelier

de restitution de la mission de la délégation malgache en Allemagne.

#### **Modèle unique.**

Il est à rappeler que la production biologique malgache commence à gagner une place importante sur le marché international. Ce secteur représente actuellement un chiffre d'affaires annuel de 300 millions USD. En outre, les clients ayant visité le Pavillon Madagascar au salon ont manifesté leur intérêt sur le modèle unique du pays centré sur les producteurs ainsi que sur l'authenticité et la qualité exceptionnelle des produits bio malgaches. La délégation a également pu renforcer la collaboration avec les anciens clients. Par ailleurs, elle s'est rendue à Bruxelles pour effectuer plusieurs rencontres avec différentes parties prenantes. On peut citer, entre autres, l'IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movements), le COLEAD (Comité de Liaison Entrepreneuriat Agriculture Développement) et l'IPD (Importation promotion Desk) du Project Manager du Knowledge Hub for Organic Agriculture in Eastern Africa (KHEA).

## **Destination Madagascar : Promotion du tourisme malgache dans la région orientale**

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 14 MARS 2024

### **Madagascar met en lumière son tourisme à l'international lors du HOLIDAY & SPA International Tourism Fair. La Grande île renforce ainsi sa visibilité en Europe de l'Est.**

Madagascar bénéficie du statut de pays partenaire au HOLIDAY & SPA International Tourism Fair, qui se tient à Sofia du début de la semaine jusqu'à vendredi. Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, soutenu par l'Office national du tourisme de Madagascar, a facilité la participation de la Grande île à cet événement, marquant sa 40e édition cette année. Le HOLIDAY & SPA International Tourism Fair est un événement majeur dans le domaine du tourisme en Bulgarie. La présence de Madagascar renforce sa visibilité dans toute l'Europe de l'Est, notamment suite au premier vol charter reliant Nosy Be à Sofia le 25 novembre 2023, opéré par Bulgaria Air. Depuis 2019, Madagascar a mis en œuvre des initiatives stratégiques visant à renforcer sa présence sur ce marché, notamment à travers des roadshows et des éductours avec les professionnels du tourisme. Ces efforts

ont entraîné une croissance significative du nombre de touristes en provenance d'Europe de l'Est vers Madagascar, passant de 6 472 en 2019 à 19 440 en 2023, soit près du triple.

#### **D'autres rendez-vous**

Ce salon, qui offre une plateforme pour les échanges B2B et B2C, offre à Madagascar l'opportunité de promouvoir ses attractions touristiques et de vendre directement ses produits au public bulgare grâce aux tour-opérateurs émetteurs présents aux côtés de l'ONTM. De plus, une compagnie aérienne desservant la destination depuis l'Europe de l'Est est également représentée parmi les co-exposants au stand de Madagascar. La présence du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Joël Randriamandranto, ainsi que du Consul honoraire de Bulgarie à Madagascar, a renforcé la délégation malgache présente à cet événement. D'autres rendez-vous nationaux et internationaux sont attendus dans les semaines à venir.

## **TBF : Septième édition du «Tsenaben' ny fizahantany»**

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 14 MARS 2024

La septième édition du Tsenaben'ny fizahantany, qui ouvrira ses portes demain, attire l'attention des opérateurs touristiques. Onze d'entre eux ont obtenu un stand pour présenter leurs activités lors de cet événement qui se déroulera du 15 au 17 mars. Pour ces agences, c'est une opportunité de stimuler le tourisme local. Les professionnels du secteur se montrent optimistes quant à l'impact de cette participation. Finengo Travel, par exemple, spécialisée dans l'organisation de voyages à travers l'île, espère attirer davantage de clients locaux avec ses offres variées,

notamment la gamme VIP et premium, tout en proposant des tarifs abordables. D'autres acteurs, comme Mi Ali's Top Tours, nouvellement établis dans le domaine, voient dans ce salon une chance de se faire connaître. Pour ces professionnels du tourisme, cette édition représente une première occasion de présenter leurs produits au public local. L'événement mettra en avant les diverses destinations accessibles à tous, en mettant particulièrement en lumière les attraits pour les vacances de Pâques à venir.

# Investir dans l'énergie : La conférence AOW 2024 du 7 au 11 octobre à Cape Town

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 14 MARS 2024

**Comme chaque année, un grand rassemblement regroupant des ministres et des hauts fonctionnaires gouvernementaux, ainsi que les grands acteurs du secteur énergétique assisteront à AOW (African Oil Week).**

Un rassemblement incontournable pour l'énergie africaine. C'est ce que représente la Semaine africaine du pétrole (AOW) qui se tiendra cette année au CTICC 2 Cape Town du 7 au 11 octobre prochain. Cette 30e édition d'AOW veillera à ce que les intérêts de l'Afrique restent au centre de nos préoccupations. La nomination d'un nouveau conseil consultatif garantira que les voix diverses de l'industrie énergétique soient amplifiées. Selon les organisateurs, l'objectif est d'investir dans de nouveaux partenariats pour tirer parti des perspectives mondiales et encourager la collaboration régionale afin de débloquer des opportunités pour un secteur de l'énergie durable à faible émission de carbone. Ils miseront sur des programmes gouvernementaux à fort impact pour renforcer les économies et soutenir les communautés. De plus, un programme éducatif sera lancé et mettra en relation de jeunes esprits avec des professionnels de l'industrie pour combler les lacunes en matière de compétences, stimuler le contenu local et nourrir le talent futur.

## Grandes délégations

En entrant dans sa 30e année, AOW demeure la meilleure plateforme pour trouver des opportunités d'affaires et des partenariats pour l'industrie énergétique africaine. Elle a servi de rencontre la plus complète pour l'investissement, la finance, l'innovation et la transformation afin de soutenir la création de valeur de bout en bout. Pour cette année, les participants célébreront les progrès de l'industrie et découvriront ce que l'avenir réserve à l'industrie énergétique africaine. Plus de 1 600 délégués seniors, 80 ministres et



hauts fonctionnaires gouvernementaux, 760 entreprises et 70 pays seront présents.

## Opportunités

Par ailleurs, les organisateurs mettent également en avant de nombreuses opportunités comme les accords avec les clients existants et futurs pour remporter de nouveaux contrats, l'accès aux dernières informations sur les projets clés de la chaîne de valeur, le réseautage avec les décideurs de niveau C, les majors, les indépendants et les fonctionnaires gouvernementaux prêts à conclure des accords. En outre, de nouvelles opportunités se présenteront également, notamment les rencontres avec des opérateurs cherchant des participations financières dans des zones clés, les rencontres avec des financiers et des partenaires en capitaux propres prêts à investir, ainsi que la présentation des partenariats et des ventures pour sécuriser de nouveaux clients. Différents partages sont également au programme de l'événement. Bref, l'AOW 2024 est incontournable pour les dirigeants, les investisseurs et les opérateurs économiques du secteur de l'énergie.

# Région Amoron'i Mania : Promotion de l'élevage à cycle court

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 14 MARS 2024

L'association Ampela Mitsinjo Soa (AMS) est composée de plus de 12 000 femmes réparties dans les quatre districts de la région Amoron'i Mania. Elle s'engage à contribuer au développement socio-économique de leurs localités.



Suite à sa demande auprès du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, ces paysannes ont été dotées de 6 000

coquelets et de 20 porcelets améliorés. Elles ont en même temps bénéficié de 500 kg de provendes pour les porcelets et de 250 kg de provende et de 400 sachets de vitamines pour les coquelets. L'objectif consiste à promouvoir l'élevage à cycle court dans cette région. « Cette initiative contribue au renforcement des deux piliers majeurs de la Politique Générale de l'État, à savoir le développement du capital humain d'une part, et la promotion de l'industrialisation et de la transformation économique d'autre part », selon les explications du Directeur général de l'Élevage, Tsiry Lezoma Andriamahatola, lors de la remise officielle de ces intrants destinés à l'élevage, qui a vu la présence du ministre de la Population et de la Solidarité, Fomendraza Haingo Elisette et des autorités locales. « Le développement de ces activités d'élevage à cycle court permettra également de soutenir les paysannes productrices à avoir une autonomie financière tout en contribuant à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire », a-t-il conclu.

## Inflation: une hausse de 7,1% au début de l'année

LUC ANDRINIAINA | LES NOUVELLES | 14 MARS 2024

L'Indice de prix à la consommation (IPC) indique une hausse de 7,1% en janvier, par rapport à la même période de l'année passée, selon les données incluses dans le glissement annuel publié par l'Institut national de la statistique (Instat). Les PPN incluant les boissons non-alcoolisées ont augmenté de 7,6%, tandis que le riz a connu une augmentation de 7,9%. Les produits importés ont connu une augmentation de 6,02%. Un chiffre inférieur par rapport aux produits locaux qui ont enregistré une hausse de 7,3%. Pour l'ensemble des produits, le secteur du transport détient

le plus faible taux enregistré qui s'élève à 3,7%. Par ailleurs, l'ameublement, les équipements ménagers et entretien sont ceux qui ont connu le plus grand taux d'inflation allant jusqu'à 11%, suivi par les boissons alcoolisées et tabacs avec plus de 10,7% d'augmentation. Dans le domaine de la communication, on enregistre une hausse à hauteur de 9%. Par ailleurs, selon toujours les données de l'Instat, les services publics ont connu une augmentation à hauteur de 7,7%, largement supérieur à celle des services privés, de l'ordre de 5,01%.

## Secteur vanille: 46 milliards ariary dans la caisse du CNV

LUC ANDRINIAINA | LES NOUVELLES | 14 MARS 2024

« 46 milliards ariary. C'est la somme actuellement disponible dans la caisse du Conseil national de la vanille (CNV) », a annoncé, lundi à Ambohidahy, le ministre de l'Industrialisation et du commerce (MIC), Edgard Razafindravahy. « C'est le montant total des 4 dollars par kilo prélevés à chaque exportation de vanille », ajoute-t-il. Au mois de février la caisse contenait déjà 28,5 milliards ariary, et « cette augmentation témoigne de la bonne volonté des entrepreneurs à respecter les conditions établies », indique

le ministre. L'argent sera par ailleurs utilisé pour apporter des améliorations dans l'exportation de notre vanille, à l'instar notamment de la mise en place d'un laboratoire avant les exportations. « L'absence d'un laboratoire est à l'origine de moult problèmes pour les exportateurs » indique le MIC. L'un des objectifs du CNV à travers ce laboratoire sera ainsi d'apporter des améliorations (en qualité) de la vanille malgache.

## Industries : La Siranala victime de pillage

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 MARS 2024

**La société sucrière d'Analaiva est confrontée à des phénomènes persistants de vols de métaux et de pillage, une réalité qui préoccupe les autorités.**

Des actes de vol répétés ont été signalés au sein de la société sucrière d'Analaiva, connue sous le nom de Siranala. Selon le compte rendu du Conseil des ministres de mercredi dernier, «des cas de vols de métaux ont été enregistrés au sein de la Siranala» depuis son saccage en décembre 2014. Une situation préoccupante, d'autant plus que cette société était autrefois un pilier de l'industrie sucrière nationale, et que sa destruction a entraîné le chômage de milliers de personnes. L'État ne compte pas abandonner la Siranala à son sort. Selon le communiqué de presse du gouvernement, une coopération sera établie entre les autorités locales et le ministère de la Justice pour examiner les plaintes déposées par la société, dans le but de documenter les faits et de protéger ces biens publics, tout en démantelant toute complicité qui pourrait entraver la recherche de la vérité. D'autres mesures concrètes sont également envisagées, notamment des descentes sur le terrain pour inventorier les biens encore présents dans l'entreprise. Dans le cadre des efforts visant à redorer le blason de la société, des discussions sont en cours avec Complant, qui a repris l'entreprise en 1997, afin d'attirer de nouveaux investisseurs.

### Troubles sociaux

Employant directement trois mille personnes dans la région de Morondava, cette usine a été, pendant des décennies, le principal employeur de la localité. La production de



sucre n'a jamais été aussi importante depuis la première république, avec un record de 100 000 tonnes réalisé par Madagascar en 2012. La Siranala a contribué pour 34 000 tonnes à cette production, en plus des quantités produites par la Sirama à Ambilobe et Namakia, désormais connue sous le nom d'Ouest Sucre. Des troubles sociaux liés aux mauvaises conditions de travail et à la détérioration des liens sociaux entre les communautés ont précédé les actes de vandalisme qui ont ravagé cette industrie régionale. Autrefois le deuxième complexe sucrier du pays après la Siramamy Malagasy (Sirama), la Siranala couvre plus de 6 000 hectares de terrains marécageux, principalement composés de sable roux. L'irrigation se fait à l'aide de pivots alimentés par le barrage de Dabaraha et des forages réalisés sur le domaine. Bien que les possibilités d'extension soient importantes, cela nécessitera d'importants travaux d'aménagement.

## Transport aérien : Deux ATR 72-500 pour Madagascar Airlines

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 MARS 2024

La flotte de Madagascar Airlines s'étoffe avec l'annonce de la location de deux nouveaux avions. Il s'agit de deux ATR 72-500, selon les informations fournies par les responsables de la compagnie. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre d'un plan d'acquisition en « Dry Lease », où les appareils sont fournis sans équipage ni personnel au sol. Lors du Conseil des ministres de mercredi, un décret a été émis, autorisant le ministère de l'économie et des Finances à garantir la location de ces avions par Madagascar Airlines auprès de la société ACIA Aero Leasing, basée à Dublin en Irlande. Pour l'instant, aucun détail financier n'a été

divulgué quant à cette garantie émise par l'État pour soutenir Madagascar Airlines. Cependant, cette initiative n'est pas inédite, puisqu'en 2023, une garantie similaire avait été accordée pour l'acquisition de nouveaux appareils. La restructuration de la flotte d'ATR, avec seulement deux sur les six actuellement opérationnels, est une priorité pour Madagascar Airlines dans son plan de relance, baptisé Phénix 2030. Cette stratégie vise à redresser la compagnie, qui a dû suspendre ses vols long-courriers pour se concentrer sur les vols domestiques, opérés notamment par sa filiale Tsaradia.

## Gisements : Des blocs pétroliers abandonnés

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 MARS 2024

La situation est plutôt inquiétante pour les investissements de grande envergure. Le nombre de blocs pétroliers malgaches explorés ou exploités diminue considérablement. Passant de dix-huit blocs occupés en 2018 à onze un an plus tard, pour n'être plus que six en 2020. C'est une diminution significative, les occupations du terrain étant divisées par trois, selon les chiffres avancés par le dernier rapport de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).



Il fut un temps où un géant pétrolier, British Petroleum (BP), a abandonné ses sites. Un système fiscal jugé trop pénalisant a été évoqué et invoqué comme raison officielle de ce départ. Pour l'ITIE, cependant, «la suspension de la promotion des ressources pétrolières depuis 2019 a

entraîné une perte de visibilité de Madagascar sur le marché international». Pourtant, Madagascar, par le biais de l'Office des mines nationales et des industries stratégiques (OMNIS), avait lancé en 2018 une campagne promotionnelle portant sur 44 blocs pétroliers offshore situés dans le bassin sédimentaire de Morondava. Par la suite, une note émise par le ministère des Mines et des ressources stratégiques a imposé que les activités relatives à la promotion de ces 44 blocs pétroliers soient suspendues jusqu'à nouvel ordre. Mais cette initiative n'a pas été suivie d'actions concrètes. Les données de l'ITIE Madagascar précisent «que la Grande Île dispose de cinq bassins sédimentaires, couvrant une superficie totale de 821 377 km<sup>2</sup>, dont 263 912 km<sup>2</sup> onshore et 557 456 km<sup>2</sup> offshore. Ces bassins sont sous-explorés puisque 85 puits profonds, visant l'huile légère, le pétrole conventionnel et le gaz, y ont été forés à ce jour, dont neuf en offshore et 75 en onshore. D'importants indices d'hydrocarbures ont été trouvés dans 65% des puits». Pour le pétrole non conventionnel, nécessitant des transformations pour devenir du pétrole brut consommable, les grès bitumineux de Bemolanga et l'huile lourde de Tsimiroro ont vu 741 puits peu profonds ou sondages carottés être forés. Le gisement dans le bloc pétrolier 3104 de Tsimiroro renferme à lui seul 1,47 milliard de barils. Il est évident que nous avons du pétrole, mais il nous manque un peu d'idées.

## Lynna Halilou – General Partner at the MBA Fund: “L'économie malagasy est assez oligopole”

TIANA RAMANOELINA | LES NOUVELLES | 15 MARS 2024

Née d'un père camerounais et d'une mère malgasy. Après 17 ans d'absence, Lynna Halilou est de passage à Madagascar pour identifier les challenges qui se présentent à la grande île et d'y apporter sa contribution pour les relever. Entretien.

**Qu'est-ce qui vous a motivé à exercer dans l'entrepreneuriat ?**

En grandissant, j'ai vécu dans plusieurs pays. Au fil du temps, j'ai remarqué que tout le monde n'avait pas les mêmes opportunités pour accéder à l'éducation, surtout les femmes. J'ai noté que les priorités n'étaient pas les mêmes pour tous. Très tôt, je me suis intéressée à la manière dont

je pourrais contribuer à combler ce fossé socio-économique observé partout.

**A Madagascar, on observe un certain engouement pour l'entrepreneuriat. Qu'en pensez-vous ?**

Les jeunes veulent bouger. Il y a beaucoup de talent et l'écosystème entrepreneurial fleurit. On commence tout doucement à avoir des compagnies qui lèvent des fonds. Effectivement, tout cela peut contribuer à redynamiser le pays.

**Que pouvez-vous apporter à ces jeunes qui veulent entreprendre ?**

L'économie malagasy est assez oligopole et il n'y a pas

beaucoup de compétition. Je me suis demandée s'il y a un moyen de créer de nouveaux marchés pour se développer. Aujourd'hui, la digitalisation du pays est vraiment incontournable mais cela fait face à des nombreuses difficultés comme le coût élevé de la connexion internet. Cette quête de développement peut passer par des échanges et des partages avec des gens qui ont des idées innovantes ou des ressources éducatives ou financières.

### **Selon vous, il y a-t-il des similarités entre l'entrepreneuriat aux Etats-Unis et à Madagascar ?**

A Madagascar, les ressources n'existent pas et il y a très peu de fonds disponibles sur le marché. Les Etats-Unis est un pays d'entrepreneurs, capitaliste et sans couverture sociale (...). C'est très normal en Amérique d'avoir plusieurs emplois. Les Américains sont très débrouillards et je constate cela aussi à Madagascar. La débrouillardise est



l'un des critères que j'attends chez un entrepreneur avant d'investir. En revanche, en Europe, il y a beaucoup trop de confort, c'est un Etat providence et ce système ne crée pas des personnes qui veulent vraiment entreprendre.

## **Boisson gazeuse alcoolisée: Star lance « Racines »**

ARH. | LES NOUVELLES | 15 MARS 2024

Après le succès du segment alcomix, mis sur le marché il y a six ans, Star continue d'innover avec une nouvelle boisson qui allie modernité et authenticité. Hier, au siège de la Star à Andraharo, s'est déroulée la présentation officielle de «Racines», la toute nouvelle marque panafricaine de boisson gazeuse alcoolisée. «Cette nouvelle marque aspire à la modernité tout en restant fidèle à l'authenticité de nos origines. À base de noix de cola avec 5,5 % de taux d'alcool, Racines s'adresse aux adultes en quête de nouvelles

sensations», a expliqué Andrianina Rakotondrainibe, Responsable de marque Racines. Avec un packaging épuré aux couleurs traditionnelles, Racines sera commercialisée en bouteille 33 cl et sera progressivement disponible dans tout le pays à partir de cette semaine. «la culture client est l'une des valeurs sacrées de la Star qui se traduit par l'innovation afin de satisfaire davantage sa clientèle», a souligné Sehen Randriambolamanana, directeur Communication de la Star.